

L'impact de l'introduction de l'euro sur les pays de la Caraïbe

Olivier MANIOC*

Toute étude portant sur la Caraïbe, se heurte au caractère pluriel de cet ensemble. Ce dernier a été maintes fois mis en évidence, notamment dans des monographies récentes qui concluent que la Caraïbe n'existe pas, et qu'il est plus correct de parler des Caraïbes¹. La question des incidences de l'introduction de l'Euro sur les économies caribéennes n'échappe pas à cette constante.

A première vue, les implications de l'introduction de la monnaie unique sur les économies de la Caraïbe ne semblent pas avoir fait l'objet d'études ou d'analyses poussées. L'idée générale qui prévaut est, qu'à quelques rares exceptions, le remplacement des monnaies européennes par l'Euro n'est pas susceptible d'affecter de façon fondamentale le devenir des îles caribéennes. En effet, ces dernières sont dans leur majorité polarisées sur les économies américaine et britannique. La première section de la présente contribution développera cette argumentation. Dans la seconde section, nous tenterons d'infirmer cette idée largement répandue en insistant sur le fait qu'au-delà des effets directs de court terme apparemment limités, des incidences à moyen et long terme peuvent induire des modifications substantielles dans les conditions générales de fonctionnement de ces économies.

* Université des Antilles et de la Guyane et LEAD.

¹ Sur ce thème le lecteur pourra se référer à l'article de François Taglioni « La Caraïbe : les enjeux de l'après-guerre froide », Ramsès 99, page 117.

1 – Des économies apparemment peu concernées par l'avènement de l'Euro

Plusieurs éléments justifient la relative indifférence des analystes caribéens face à l'arrivée de l'Euro². Le premier est l'organisation monétaire essentiellement basée sur le dollar américain, le second repose sur les courants d'échanges entre les Etats de la Caraïbe et l'étranger qui sont marqués par la domination des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni³.

1.1 – Une organisation monétaire ancrée sur le dollar

La forte hétérogénéité des Etats de la mer des Caraïbes est illustrée par l'organisation monétaire de la zone. Les îles de la Caraïbe peuvent être classées en plusieurs familles en fonction des caractéristiques de leur politique de change, changes fixes ou flexibles, et de la devise à laquelle est rattachée leur monnaie nationale. Cinq catégories seront distinguées :

- a. Les Iles Vierges américaines, les Iles Vierges britanniques (territoire du Royaume Uni) et les Iles Turks et Caïcos (territoire du Royaume Uni) ont le dollar américain comme devise officielle.
- b. Les pays de l'*East Caribbean Currency Area* (ECCA) forment l'une des quatre unions monétaires recensées dans le monde⁴. Ils ont pour monnaie l'*East Caribbean Dollar* (EC \$). Ce dernier est rattaché au dollar américain de façon stricte au taux 1\$ = 2,7 EC \$. Les pays formant l'ECCA sont Anguilla (territoire du Royaume Uni), Antigua et Barbude, la Dominique, la Grenade, Monserrat (territoire du Royaume Uni), Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines.
- c. Les devises des Bahamas, des Bermudes et de Barbade sont liées de façon stricte au dollar. Au taux de 1 dollar américain contre une unité de monnaie

² Le lecteur pourra vérifier ce constat en recherchant EURO sur le moteur de recherche du site fédérant les agences de presse de la Caraïbes www.cananews.com.

³ Bien que faisant partie de l'Union Européenne, le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'Euroland.

⁴ Aux côtés de l'ECCA, les trois autres unions monétaires sont l'UEM européenne, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) et la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale).

nationale pour les deux premiers pays cités et 1 dollar américain contre deux unités de monnaie nationale pour le dernier.

d. Les monnaies de la République Dominicaine, du Costa-Rica et du Salvador font l'objet de procédures de changes administrées.

e. Les valeurs des devises haïtiennes, de Trinidad et Tobago et de la Jamaïque fluctuent librement sur le marché des changes.

1.2 – Des échanges commerciaux dominés par les relations avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis

La principale conséquence de l'apparition de l'Euro concerne les opérations de change. Celles-ci devraient être facilitées par le remplacement d'une dizaine de devises européennes par une unité monétaire unique. Néanmoins, pour que les effets soient conséquents, il est nécessaire que les flux commerciaux entre les zones considérées, en l'occurrence ici l'Euroland et les pays de la Caraïbe, soient intenses.

a. La réduction de l'incertitude liée aux opérations de changes

Grâce à l'Euro, le nombre des devises à détenir ou reçues lors de transactions avec les pays européens sera fortement réduit. Ceci diminuera d'autant les frais de transactions et les opérations de couverture du risque de changes qui s'avéraient coûteux pour les opérateurs caribéens. En effet, ces derniers étaient confrontés à une double volatilité des changes, la valeur des devises européennes fluctuant par rapport au dollar américain mais aussi entre elles¹. Néanmoins, la concrétisation de ces gains potentiels est intimement liée à l'intensité des flux commerciaux entre la Caraïbe et les pays de la zone Euro. Ce point sera abordé dans le paragraphe suivant. Le commerce entre les pays de la *Caribbean Community and Common Market* ou CARICOM²

¹ Depuis la crise sur le marché des changes de 1993, les marges de fluctuations des monnaies du Système Monétaire Européen ont été sensiblement élargies.

² Les pays de la CARICOM sont : Antigua et Barbuda, Les Bahamas, La Barbade, Béliez, La Dominique, La Grenade, Le Guyana, Haïti, La Jamaïque, Montserrat, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et grenadines, Sainte Lucie, Le Surinam, Trinidad et Tobago. Les pays de la CARICOM sont à deux

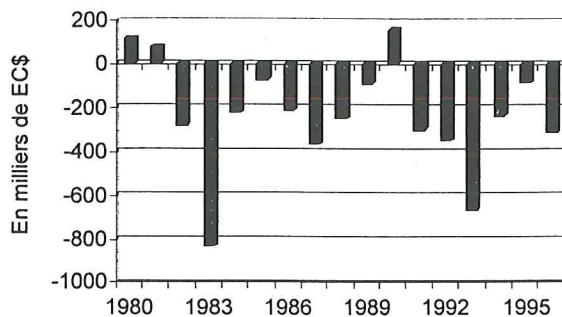
et l'Union Européenne servira de base à notre argumentation.

b. La place des pays européens comme partenaires commerciaux des pays de la CARICOM³

Une brève étude de la structure des échanges commerciaux entre les pays de la CARICOM et leurs principaux partenaires commerciaux suffit à montrer le mauvais positionnement de l'Union Européenne⁴ (UE). En effet, il ressort que :

– Le commerce entre les Etats du CARICOM et l'UE est globalement déficitaire puisque depuis 1980 ; seules trois années d'excédent ont été enregistrées (Figure 1). En 1996, trois des quinze Etats de la CARICOM enregistraient un excédent commercial avec l'UE. Il s'agit en l'occurrence de la Jamaïque, de Béliez et de Sainte Lucie.

Fig. 1 : Evolution du solde commercial des Etats de la CARICOM avec l'UE



– Une relative stabilité de la part des importations en provenance de l'UE dans le total des importations de la CARICOM est observée depuis 1992. Néanmoins sur la période antérieure, la contribution des pays de l'UE aux importations de la CARICOM

exceptions près les pays caribéens du groupe ACP. Montserrat fait partie du CARICOM mais ne figure pas parmi la liste des pays ACP. La République Dominicaine n'est qu'un observateur au CARICOM alors que c'est un Etat ACP de plein droit.

³ L'ensemble des statistiques utilisées dans ce paragraphe sont accessibles sur le site internet de la CARICOM : <http://www.caricom.org>.

⁴ Au moment de la rédaction, l'Union Européenne dans son ensemble comprend en plus des 12 membres de l'Euroland, le Danemark, le Royaume-Uni et la Suède.

s'inscrit en baisse sensible. Elle s'élevait à 14,1 % en 1996 alors qu'elle atteignait 20,1 % en 1987¹. La situation à l'exportation est à peu près comparable puisque 18,7 % des exportations de la CARICOM sont expédiées vers l'UE².

– La prépondérance du Royaume-Uni dans les flux commerciaux entre la CARICOM et l'UE est réelle puisque 41,1 % des importations de la CARICOM en provenance de l'UE sont originaires du Royaume-Uni. Il est en de même pour les exportations, en effet dans le total des exportations de la CARICOM vers l'UE, 53,9 % des flux sont orientés vers le Royaume-Uni (Voir Tableau 1).

– Sur la base des statistiques du commerce extérieur de la CARICOM en 1996, l'UE hors Royaume-Uni n'apparaît qu'au quatrième rang des

fournisseurs³ et au quatrième rang des clients⁴ (Voir Tableau 1). Avec 8,44 % du total des transactions effectuées à l'import comme à l'export, l'UE hors Royaume-Uni apparaît au quatrième rang des partenaires commerciaux avec des transactions évaluées en 1996 à 2 550 millions de EC \$⁵.

¹ Il est à noter qu'en 1996, 39,6 % du total des importations en provenance de l'UE sont acheminées vers Trinidad et Tobago.

² A noter là aussi que 50 % des exportations de la CARICOM vers l'UE proviennent de la Jamaïque.

³ Derrière les Etats-Unis d'Amérique, l'Amérique latine et le CARICOM lui-même.

⁴ Derrière les Etats-Unis d'Amérique, le CARICOM et le Royaume-Uni.

⁵ Soit approximativement 945 millions de US \$.

Tableau 1 : Partenaires commerciaux des pays de la CARICOM

En milliers de EC \$	Importations par provenance		Exportations par destination	
	Valeur	%	Valeur	%
TOTAL	18 349 588	100	11 868 790	100
Caricom	1 713 376	9,3	2 208 216	18,6
Autres Pays de la Caraïbe	469 884	2,6	995 532	8,4
Canada	617 818	3,4	627 954	5,3
Etats-Unis d'Amérique	8 147 864	44,4	4 530 962	38,2
Amérique latine	2 282 609	12,4	562 966	4,7
Amérique centrale	147 403	0,8	56 299	0,5
Union européenne	2 580 461	14,1	2 214 300	18,7
Royaume-Uni	1 059 405	5,8	1 184 901	10,0
Union européenne (hors Royaume-Uni)	1 521 056	8,3	1 029 399	8,7
Japon	889 510	4,8	103 018	0,9
Reste du Monde	1 500 663	8,2	569 543	4,8

Source : CARICOM

Moins de 9 % des échanges seront donc concernés par l'apparition de l'Euro sur le marché des changes. C'est donc sur ces volumes relativement faibles que les gains de change pourraient être observés.

2 – Une incidence à moyen et long terme

Les conséquences directes semblent de portée restreinte. Des incidences indirectes découlant des

effets périphériques d'une plus forte croissance dans la zone Euro et du statut de monnaie internationale que l'Euro pourrait revêtir à moyen terme, semblent d'un impact plus significatif.

2.1 – Des effets périphériques potentiellement conséquents

Les retombées périphériques que nous considérons ici sont les conséquences sur les comportements des

europeens de l'introduction de la monnaie unique. Un changement du rythme de croissance de la zone Euro est de nature à induire une demande plus forte pour les produits caribéens agricoles et manufacturés, ou encore d'offrir de nouveaux débouchés à l'industrie touristique caribéenne.

a. Les effets de débordement de la croissance de la zone Euro

Pour les européens, les avantages liés à la disparition des coûts de transactions sont estimés à 0,5 % du PIB de l'Union Européenne. L'élimination du risque de change, une plus grande transparence financière sur les marchés de capitaux conduisant à une plus grande concurrence entre les places financières et des services financiers meilleur marché devraient avoir un impact certain sur l'économie de la zone Euro. Les gains de croissance qui seraient ainsi obtenus pourraient se reporter sur la demande pour les produits de pays tiers dont les pays caribéens. Cette idée est notamment retenue par Chaufour et Stemitsiotis (1998) qui reprennent des travaux effectués par le FMI sur le sujet. Ceux-ci estiment que l'effet positif de l'unification européenne sur les Pays en Voie de Développement serait de l'ordre de 0,3 point de PIB.

Néanmoins, plusieurs conditions doivent être satisfaites pour que ces hypothèses soient vérifiées. Premièrement, la demande européenne de produits caribéens doit réagir à l'accroissement de richesses ; deuxièmement, les pays de la Caraïbe doivent être en mesure de répondre à l'augmentation de la demande qui serait observée. C'est dans cette même logique que doit être appréhendé l'impact de l'Euro sur l'industrie touristique de la Caraïbe.

b. L'industrie touristique caribéenne

Selon un constat établi en 1999 par la *Travel and Tourism Intelligence group* (Johnrose (1999)), les Etats de la Caraïbe n'auraient pas évalué et anticipé avec suffisamment de recul l'incidence de l'unification européenne sur son industrie touristique¹. La demande touristique européenne a été largement dopée par les différentes étapes de la construction européenne et l'arrivée de l'Euro vient encore renforcer cette situation.

¹ Marion Bywater, l'auteur de cette étude, insiste notamment sur le fait que de grands hôtels de Bahamas à la fin de l'année 1999 refusaient les traveller-chèques libellés en Euros.

Chacune des différentes étapes du processus d'unification européenne, jusqu'à la monnaie unique, a modifié les conditions dans lesquelles les touristes européens pouvaient appréhender leurs déplacements :

- la libéralisation du ciel européen et la déréglementation du transport aérien au cours des années 80 a entraîné une baisse sensible des prix des voyages aériens ;

- grâce à la libre circulation des hommes et des biens, il est maintenant possible à un italien de partir pour la Caraïbe au départ d'un aéroport français ou anglais ;

- enfin, l'unification monétaire permet à un européen de comparer les prix de façon optimale en évitant les aléas liés aux fluctuations du change.

Ces étapes ont conduit à l'émergence d'un marché quasiment unifié comptant près de 300 millions de consommateurs contre environ 270 millions au marché des Etats-Unis d'Amérique. Une croissance forte dans la zone Euro portée par la monnaie unique serait susceptible d'accroître la demande de voyages des européens, demande dont les destinations caribéennes peuvent profiter.

2.2 – L'Euro : Monnaie internationale ?

A son lancement le 1^{er} janvier 1999, de vifs espoirs ont vu le jour quant au potentiel de l'Euro de s'ériger au rang de monnaie internationale. Si l'Euro s'impose comme l'égal du dollar, et permet l'émergence d'un système monétaire international bicéphale, les pays caribéens pourraient voir leurs relations commerciales avec les pays de l'Euroland affectées. Mais les implications financières, en termes de placements pour les agents caribéens ayant des capacités de financement et en termes de collecte de fonds pour ceux ayant des besoins de financement, seront, elles aussi, significatives.

a. Les implications de l'Euro monnaie internationale pour les transactions des pays caribéens

Certains pays caribéens exportent des produits qui sont cotés en dollars sur les marchés mondiaux. Ce faisant, ces pays sont dépendants des conditions du marché et des fluctuations du dollar. L'usage de l'Euro comme monnaie de fixation des prix pourrait limiter les aléas liés aux variations du cours de

change du dollar, si l'Euro, comme espéré, est une devise dont la valeur est stable¹.

A l'opposé, l'introduction de l'Euro accroît le pouvoir de négociation des importateurs européens qui pourront dorénavant imposer l'Euro comme monnaie de règlement. Une telle situation obligerait les exportateurs caribéens à accepter la devise européenne comme moyen de paiement. Or, jusqu'à présent, dans les transactions financières avec les pays européens le dollar dominait. Ceci faisait porter le poids du risque de change sur les épaules de l'importateur européen. L'Euro offrira à ce dernier l'opportunité de renforcer sa position de négociation (Ruiz-Calderon (1999)). Pour leur part, les exportations européennes libellées dans une devise acceptée par tous, deviennent plus concurrentielles. En effet, la conclusion d'accords commerciaux n'aurait plus comme corollaire de lourdes opérations de couverture du risque de change.

Dans une telle configuration, les opérateurs auront besoin d'Euros pour effectuer des transactions avec les pays de l'Euroland voire avec des pays tiers. D'où une demande internationale d'Euros forte et des sommes importantes en Euros à placer pour ces opérateurs dans l'attente que le besoin de les utiliser ne se fasse sentir¹. Ceci offre des opportunités de placements et de financements nouvelles aux détenteurs de fonds en Euros parmi lesquels les caribéens.

b. Des opportunités de placement

Si les portefeuilles mondiaux d'actifs se diversifient, les placements étrangers sur les places américaines pourraient se raréfier, les taux d'intérêt pourraient augmenter, ce qui limiterait les dépenses des résidents américains et restreindrait leur propension à importer, à investir ou à voyager dans la Caraïbe²

En parallèle, les marchés financiers de la zone Euro pourraient devenir plus liquides car des capitaux seraient convertis en Euros et placés à court ou moyen terme sur les places financières de l'Euroland. Une telle situation serait profitable aux gestionnaires de portefeuilles d'actifs financiers qui profiteraient de nouvelles perspectives de placement

de leurs capitaux. Pour leur part, les grands émetteurs publics et privés de titres de créances internationaux de la zone Caraïbe se verront proposer des possibilités d'emprunt à meilleur taux. Dans le prolongement de ce dernier point, il convient de remarquer que la baisse des coûts de financement peut être l'occasion pour les pays endettés de la Caraïbe de renégocier le service de leur dette extérieure. En effet, les conditions de remboursement des emprunts anciennement contractés en Deutsche Mark, en Francs français ou dans une devise quelconque de l'Euroland pourraient être revues à l'avantage du débiteur, si les taux qui prévalent sur les marchés financiers européens sont inférieurs à ceux pris comme référence lors de la contraction des accords d'emprunt. Néanmoins, un pays comme Antigua ne pourra que modérément alléger le service de sa dette par un tel mécanisme, en effet, seuls 5,3 % de sa dette extérieure sont libellés en devises européennes (Tableau 2).

¹ Une grande entreprise devant acheter des quantités importantes de marchandises en Euros devra détenir cette devise dans son portefeuille en permanence puisqu'elle est acceptée par tous. Mais entre deux opérations, les responsables de la firme chercheront à placer ces sommes, même à court terme, afin d'en tirer un intérêt. Le principe est le même pour une petite entreprise qui n'a pas de portefeuille à gérer. Cette opération de gestion de liquidités est effectuée par sa banque commerciale qui pour les besoins de ses clients conserve un portefeuille en Euros.

² Le lecteur pourra se référer à l'article de l'ECCB « The Euro – Miracle or Mirage ? » cité en référence. Ce dernier ne fait aucune mention de potentielles retombées de l'Euro sur les économies caribéennes. La seule allusion est faite sur le dollar, une éventuelle concurrence avec l'Euro pourrait limiter les placements en dollars aux USA car les réserves seraient plus diversifiées, ce qui ferait que leur raréfaction sur le marché des capitaux américains conduirait à une hausse des taux d'intérêt. D'où une remise en cause de la politique de hauts déficits financés par les apports étrangers. Ce serait la fin du « *beginning neglect* », situation dans laquelle les déficits commerciaux et budgétaires américains étaient payés par l'afflux de capitaux venus de l'étranger.

¹ L'engagement fort des autorités de l'UE à lutter contre l'inflation et à maintenir des dépenses publiques dans les limites acceptables conforte cette opinion.

Tableau 2 : Structure de la dette extérieure de Antigua et Barbuda

Dollars américains	Paniers de devises avec US \$	Paniers de devises sans US \$	Dollar Canadien	Deutsche Mark	Autres	Total
39,4 %	20,8 %	16,2 %	9,2 %	5,3 %	9,1 %	100 %

Source : FMI

En guise de conclusion

En définitive, il semble que la question d'importance pour les caribéens ne soit pas celle de l'impact sur leur économie de l'avènement de l'Euro, mais plutôt celle de l'incidence d'un Euro fort ou d'un Euro faible sur leur économie. C'est notamment l'avis émis par Merad-Boubia et Reboud (2000). Une appréciation de l'Euro par rapport au dollar conduirait mécaniquement à une dépréciation des devises caribéennes car ces dernières sont pour la plupart ancrées sur le dollar. La hausse des prix des produits européens importés et l'amélioration de la compétitivité des produits caribéens, services touristiques compris, pourraient alors fortement bénéficier aux économies du bassin de la Caraïbe. A l'opposé, une dépréciation de l'Euro sur les marchés des changes grève la compétitivité extérieur des Etats

de la Caraïbes. Les exportations de bananes, sucre et autres produits libellées en dollars trouveraient plus difficilement preneurs sur les marchés européens.

Le dernier point d'importance que nous aborderons ici est l'effet d'imitation du processus d'unification européenne qui pourrait bien voir le jour. Le Président argentin a déjà annoncé que les Etats du Mercosur programmaient d'adopter une monnaie commune. Les pays de la CARICOM s'orienteraient eux aussi dans cette voie. Si l'unification monétaire des Etats de la CARICOM devient effective, ce pourrait être la conséquence la plus frappante de l'entrée en vigueur de la phase trois de l'UEM : l'arrivée de l'Euro sur les marchés des changes.

Bibliographie

Articles

CHAUFOUR Jean-Pierre et S TERMITSIOTIS Loukas (1998) cité dans MERAD-BOUDIA Abdelhamid et REBOUD Louis (2000).

JOHNROSE Johnson (1999) : « Caribbean Tourism unready for the Euro », *Canabusiness*, juillet/août.

MERAD-BOUDIA Abdelhamid et REBOUD Louis (2000) : « L'euro, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays tiers méditerranéens (PTM) », *Cahiers du CUREI*, UPMF, Grenoble, n° 14, janvier 2000, pages 29-52.

RUIZ-CALDERON Maricelle (1999) : « Euro to gain local attention », *Caribbean Business*, jeudi 2 septembre.

TAGLIONI François (1998) : « La Caraïbe : les enjeux de l'après-guerre froide », *Ramsès 99*, page 117.

Documents divers

Panorama Economique de la Caraïbe, INSEE 1999.

Dossier spécial de Canabusiness : « The Euro : Friend or foe ? », Décembre 98 – Janvier 99.

Extraits de l'article de la Banque Centrale Européenne : « Le rôle international de l'Euro », paru dans *Problèmes Economiques* n° 2635, 13 octobre 1999.

« The Euro – Miracle or Mirage ? », Issues in External Relations – An Eastern Caribbean Central Bank Publication, Volume 3, n° 1, mars 1999.